



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## CONVENTION D'HABILITATION INDIVIDUELLE CNCPJ et C.V.V. commissaire-priseur judiciaire et/ou O.V.V.

### ➤ Les parties à la convention

Le Ministre de l'intérieur représenté par le Préfet de

- Le commissaire-priseur judiciaire :
- Office ou raison sociale :

*numéro SIREN :*

*numéro SIRET :*

*adresse du siège social*

*numéro d'habilitation*

- L'opérateur de vente volontaire :
- Office ou raison sociale :

*numéro SIREN :*

*numéro SIRET :*

*adresse du siège social*

*numéro d'habilitation*

### Préambule

Depuis le 1er janvier 2009, un Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV) a été mis en place. Il est essentiellement caractérisé par :

- l'attribution à vie d'un numéro d'immatriculation pour chaque véhicule ;
- la simplification des démarches administratives nécessaires à l'immatriculation des véhicules.

Conformément à l'article L. 330-2 du code de la route, les informations du SIV, « à l'exception de celles relatives aux gages constitués sur les véhicules à moteur et aux oppositions au transfert du certificat d'immatriculation, sont communiquées : 1° A la personne physique ou morale titulaire des pièces administratives, à son avocat ou à son **mandataire** ... »

Conformément aux termes de l'article L. 330-3 du même code : " *les informations relatives, d'une part, aux gages constitués sur les véhicules à moteur et, d'autre part, aux oppositions aux transferts du certificat d'immatriculation sont communiquées : 1° A la personne physique ou morale titulaire des pièces administratives exigées pour la circulation du véhicule, à son avocat ou à son mandataire ;*"

Conformément à l'article L 330-4 du code de la route : « *les informations relatives à l'état civil du titulaire du certificat d'immatriculation, au numéro d'immatriculation et aux caractéristiques du véhicule ainsi qu'aux gages constitués et aux oppositions, sont, à l'exclusion de tout autre renseignement, communiquées sur leur demande, pour l'exercice de leur mission, aux **agents chargés de l'exécution d'un titre exécutoire** et aux administrateurs judiciaires ou mandataires liquidateurs désignés dans le cadre des procédures de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou de liquidation de biens prévues par le code de commerce* ».

Conformément à l'article R. 322-1 et suivants du code de la route, les demandes relatives aux certificats d'immatriculation des véhicules sont adressées au ministre de l'intérieur, soit directement par voie électronique, soit par l'intermédiaire d'un professionnel de l'automobile habilité par le ministre de l'intérieur.

Pour ce faire, le ministre de l'intérieur propose à l'office et/ou à l'opérateur de vente volontaire, en tant que commissaire-priseur judiciaire ou opérateur de ventes volontaires (OVV) aux enchères de véhicules, tel que défini dans le glossaire figurant en annexe 1, de conclure une convention individuelle d'habilitation.

En conséquence, les Parties sont convenues de ce qui suit :

### **Article I : objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions juridiques et techniques dans lesquelles le CPJ et/ou O.V.V. qui seront habilité par le ministre de l'intérieur pour l'utilisation du système informatique du concentrateur tel que mentionné à l'alinéa suivant effectuent les formalités administratives liées aux opérations relatives aux ventes aux enchères de véhicules.

Ces opérations portent sur la déclaration de cession (DC), la déclaration de cession pour destruction (DCD), le changement de titulaire et la possibilité de faire une demande d'agrément auprès du Trésor Public.

Aussi, des déclarations d'achat (DA) techniques permettant de débloquent le dossier, peuvent être établies aux noms de la personne morale ou de l'étude par le commissaire-priseur judiciaire ou de leur opérateur de vente volontaire dans les situations répertoriées ci-après :

- pour le compte de la procédure judiciaire dans le cas où un garage en liquidation judiciaire n'avait pas réalisé une DA (à l'issue d'un crédit-bail soldé) ;

- lorsqu'un véhicule acquis à crédit est cédé avant le solde du terme avant saisie par le créancier ; la (DA) technique sera opérée au nom de la société financière qui n'a pas fait établir de CI. Le CPJ ou O.V.V. pourra ensuite opérer une DC de la société financière au profit du nouvel acquéreur (l'adjudicataire) ;

- pour le compte de l'étude du CPJ ou de la société de l'O.V.V. lors d'une succession où le défunt ou "de cujus" n'avait pas établi de CI ;

- pour le compte de l'étude du CPJ ou de l'O.V.V. lorsqu'il s'agit d'une personne physique en liquidation judiciaire qui n'avait pas établi de CI ;

Par ailleurs, dans la situation de blocage où une déclaration de cession (DC) n'a pas été suivie par un changement de titulaire, le CPJ pourra opérer le changement de titulaire au profit du nouvel acquéreur par la procédure suivante :

- Cas n°1 : le CPJ est en possession du titre comportant les données utiles au changement de titulaire au profit du nouvel acquéreur ; l'adjudicataire.
- Cas n° 2 : en l'absence de titre, le CPJ doit être en possession des informations portant sur le prénom, le nom et le numéro de formule du titre, numéro du titre appartenant à l'auteur de la DC pour permettre le changement de titulaire.

Par ailleurs, seront communiqués : le certificat de situation administrative détaillée (CSA) et la fiche d'identification du véhicule (FIV) dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur et des règles de sécurité définies par le ministre de l'intérieur.

#### **Article I (bis) : les conditions de mise à disposition de certaines informations du SIV et l'obligation du CPJ et/ou l'O.V.V.**

Les informations communiquées dans le cadre des dispositions des articles L. 330-3 et L. 330-4 du code de la route portent sur les déclarations valant saisie (DVS). Les informations communiquées portent également sur un annuaire ou référentiel des huissiers de justice habilités à télétransmettre des informations dans le SIV.

Les informations portant sur les DVS sont communiquées par l'envoi d'un stock de données initiales puis une mise à jour quotidienne par l'intermédiaire du concentrateur aux "Partenaires" de la convention.

Les informations portant sur le référentiel des huissiers de justice habilités sont transmises aux Partenaires de la convention par un flux de données hebdomadaire via le ou les concentrateur(s). Ce flux concerne les numéros de formules/date de CI manquants.

Le commissaire-priseur judiciaire et/ou l'opérateur de vente volontaire signataire s'engage à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par les dispositions portant notamment sur le RGPD en vigueur au 25 mai 2018. (la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles).

#### **Article II : habilitation du commissaire-priseur judiciaire ou O.V.V.**

Le commissaire-priseur judiciaire et/ou l'opérateur de vente volontaire signataire de la présente convention individuelle est habilité par le préfet territorialement compétent.

A ce titre, il doit disposer d'une authentification électronique telle que définie à l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) et un numéro d'habilitation lui est attribué.

#### **Article III : informations complémentaires relatives au professionnel habilité**

Pour être habilité, le commissaire-priseur judiciaire et/ou l'opérateur de vente volontaire doivent fournir les informations suivantes au préfet pour permettre l'instruction de la demande :

*1) Le mode d'accès au SIV :*

- Accès par concentrateur(s)

Le tableau joint en annexe 2 est rempli par le professionnel et précise, par opération, le mode d'accès choisi et le rattachement à une convention-cadre.

*2) Les modalités portant sur les justificatifs à fournir (annexe 4)*

*3) L'attestation de rattachement à la convention-cadre CNCPJ et C.V.V.*

*4) Un mandat éventuel pour la télétransmission d'opérations relatives aux ventes aux enchères pour le compte d'un autre commissaire-priseur judiciaire (annexe 5).*

**Article IV : les obligations du commissaire-priseur judiciaire et/ou de l'opérateur de vente volontaire habilité**

Le commissaire-priseur judiciaire habilité et/ou l'opérateur de vente s'engagent à :

- Transmettre au SIV les données nécessaires aux opérations relatives aux ventes aux enchères de véhicules dans le respect de la réglementation et des règles de fonctionnement du système telles que précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) ;
- S'équiper informatiquement par la mise en place d'installations pour accéder au SIV conformément aux spécifications techniques fournies par le ministère telles que précisées dans l'annexe technique de la présente convention (annexe 2) ;
- Répondre à toute demande écrite des préfetures et de l'Agence nationale des titres sécurisés dans le cadre de leur mission générale de suivi et de contrôle et, à ce titre, à répondre à toute demande de présentation des dossiers et des pièces justificatives des opérations transmises ;
- Prévoir l'archivage des dossiers d'opérations relatives aux ventes (pièces justificatives) pendant une durée minimum de 5 ans, à partir de la date de demande d'opération ;
- Mettre tout en œuvre pour restituer à la préfecture territorialement compétente les dossiers archivés au cours des 5 dernières années en cas de cessation d'activité ou de retrait de l'habilitation ;
- Respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment en ce qui concerne d'une part les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition, d'autre part les règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données ; et les dispositions issues de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018

relative à la protection des données personnelles ; ainsi que sur la réutilisation des données mise à leur disposition pour la réalisation de leur mission ;

- Faire connaître au préfet territorialement compétent, dans le délai d'un mois, tout changement dans les données déclarées ou pièces justificatives présentées dans le cadre de la présente convention (annexe 4) et à signer en conséquence un avenant à la convention ou une nouvelle convention d'habilitation signée avec le préfet selon les modalités précisées dans le tableau ci-joint (annexe 3).

#### **Article V : les obligations du ministre de l'intérieur**

Le ministre de l'intérieur s'engage à :

- Habilitier, après examen des pièces justificatives du dossier d'habilitation, le professionnel à accéder au SIV pour effectuer la transmission des données relatives à toute opération relative aux ventes de véhicules au regard des conditions de validation ;
- Contrôler l'accès au SIV par la mise en place d'une identification du professionnel par le duo constitué de l'identifiant de transaction et du numéro d'habilitation ;
- Respecter la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés notamment en ce qui concerne les règles relatives à l'information des usagers de la communication des données les concernant, de leur droit d'accès et de rectification, de leur droit d'opposition et des règles relatives à l'exploitation et à la conservation de ces données et les dispositions issues du RGPD en vigueur au 25 mai 2018 (loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles).

#### **Article VI : les échanges de données**

##### ***1) Données transmises par le commissaire-priseur judiciaire et/ou l'opérateur de vente habilité :***

- Le professionnel habilité dans le cadre de la présente convention peut effectuer les opérations relatives aux ventes de véhicules aux enchères telles que définies dans le tableau joint en annexe 2 à la présente convention.

##### ***2) Données transmises par le ministre de l'intérieur :***

- Le ministère de l'intérieur s'engage à traiter dans les meilleurs délais les données transmises et à mettre à la disposition du professionnel habilité les documents administratifs et accusés de réception prévus par les textes en vigueur dans les conditions définies à l'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2).

#### **Article VII : sécurité des données transmises au SIV et contrôle d'accès**

Chaque partie à la convention veille à la sécurité des données, à la régularité des opérations effectuées et à leur traçabilité dans le respect des annexes techniques (annexe 2).

Chaque partie s'engage à mettre en place les dispositifs techniques, tant matériels que logiciels, empêchant l'accès aux données par des personnes non autorisées.

Le ministère de l'intérieur conserve les traces de connexion dans le système d'immatriculation des véhicules (SIV).

L'annexe technique jointe à la présente convention (annexe 2) précise les conditions d'application de cet article.

### **Article VIII : modification des conditions d'exécution de la convention**

En cas de modification de l'environnement juridique et technique de la présente convention nécessitant une adaptation logicielle du système informatique du ministère, le ministre de l'intérieur peut modifier les caractéristiques techniques du système sous réserve d'une information suffisante du commissaire-priseur judiciaire et/ou de l'opérateur de vente habilité nécessaire à l'adaptation de leurs systèmes informatiques. Ceux-ci disposeront alors d'un délai à définir par les parties en fonction de la nature des adaptations nécessaires du système.

### **➤ Article IX : durée et date d'effet de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée de 5 ans et entre en vigueur à la date de signature par les parties.

Par dérogation à l'article 1214 du Code Civil, la présente convention est reconduite tacitement pour une même durée, sauf volonté expresse contraire d'un des signataires exprimée par lettre recommandée avec accusé de réception et adressée 6 mois avant l'arrivée du terme.

### **➤ Article X : suspension et résiliation**

#### ***1) suspension et résiliation à l'initiative du préfet :***

En cas de manquements répétés aux obligations à la présente convention du commissaire-priseur judiciaire et/ou de l'opérateur de vente habilité et en cas de violation du texte de la présente convention individuelle, le préfet territorialement compétent organise une procédure de concertation pour mettre un terme à ces manquements ou au non respect du texte. En cas d'échec avéré de la concertation, le préfet peut suspendre ou, moyennant le respect d'un préavis de 2 mois, notifier par lettre recommandée avec accusé de réception la résiliation de la présente convention.

Compte tenu du rattachement du commissaire-priseur judiciaire ou de l'opérateur de vente volontaire à la convention cadre de la chambre nationale des commissaires priseurs judiciaires ou du conseil des ventes volontaires, le ministre de l'intérieur informe le signataire de la convention-cadre de tout problème imputable au commissaire-priseur judiciaire habilité qui lui est rattaché.

La transmission des opérations visées par la présente convention prend fin automatiquement en cas d'extinction, de suspension ou de résiliation de la convention-cadre. Elle peut également prendre fin à l'initiative du signataire de la convention-cadre à laquelle est rattaché le commissaire-priseur judiciaire habilité et/ou de l'opérateur de vente, lorsqu' il ne remplit plus les conditions d'accès à (aux) système(s) de télétransmission prévu(s) dans cette convention-cadre.

En cas de condamnation pénale du commissaire-priseur judiciaire habilité et/ou de l'opérateur de vente en matière d'atteinte à un système de traitement automatisé (articles 323-1 à 323-7 du code pénal) et en matière d'atteinte aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques (articles 226-16 à 226-22 et article 226-24 du code pénal), ou de violation des textes conventionnels, le préfet territorialement compétent est amené de plein droit à résilier la présente convention.

## ***2) résiliation à l'initiative du commissaire-priseur judiciaire habilité :***

Le professionnel habilité peut mettre fin unilatéralement à sa participation à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Préfet territorialement compétent dans le respect d'un préavis de 2 mois.

### **➤ Article XI : règlement des différends**

Les signataires feront leurs meilleurs efforts pour régler amiablement tout différend pouvant survenir entre eux relatif à l'application ou à l'interprétation de la présente convention.

A défaut de trouver une solution amiable, les litiges seront tranchés par la juridiction administrative compétente.

Fait à ...

Le ...

Le préfet :

Le CPJ :

l'O.V.V. :

**Liste des annexes jointes à la présente convention :**

- **Annexe 1 :** Glossaire
- **Annexe 2 :** Tableau technique
- **Annexe 3 :** Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation
- **Annexe 4 :** Pièces justificatives d'une demande d'habilitation et d'agrément
- **Annexe 5 :** Modèle de mandat entre commissaires-priseurs judiciaires habilité pour effectuer les opérations relatives aux ventes aux enchères de véhicules par télétransmission



## **Annexe 1 : Glossaire - CNCPJ- C.V.V.**

### **Professionnel de l'automobile :**

Dans le cadre de la convention, toute entité juridique exerçant une activité relevant du domaine de l'automobile (notamment construction, négoce, réparation, financement, location, destruction...)

### **Commissaire-priseur judiciaire**

Dans le cadre de la convention : officier public et ministériel chargé de procéder à l'expertise, la prise et la vente judiciaire de véhicules aux enchères publiques.

### **Opérateur de ventes aux enchères**

Dans le cadre de la convention : opérateur chargé de procéder à l'expertise, la prise et la vente volontaire de véhicules aux enchères publiques.

### **Opérations relatives aux ventes aux enchères de véhicules :**

Formalités administratives portant notamment sur la déclaration de cession de véhicule dans le SIV (DC), ou la déclaration de cession pour destruction (DCD), demande de FIV, CSA détaillé.

### **Constructeur :**

*Article R 321 -1 du Code de la route :*

Personne ou organisme qui, quelle que soit sa place dans le processus de production ou de commercialisation, fait la demande de réception et se propose d'être responsable de tous les aspects du processus de la réception et de la conformité de la production.

Dans le cadre du SIV, le professionnel de l'automobile ne peut prétendre à la qualification de constructeur que si son activité est conforme aux spécifications définies par le Code de la route.

### **Importateur :**

Dans le cadre du SIV, la définition d'un importateur se rattache à celle d'un constructeur.

### **Distributeur agréé :**

Entité juridique agréée, par une ou des marques d'un ou des constructeurs, qui assure, dans le cadre d'un contrat de distribution, la vente de véhicules automobiles neufs. Cette entité juridique assure également le plus souvent une activité de négociant VO.

*(Règlement CE n° 2790/1999 ET 1400/2002)*

### **Filiale habilitée :**

Entité juridique contrôlée directement ou indirectement, au sens de l'article L233-3 du Code du commerce, par le constructeur ou l'importateur, habilitée à accéder au SIV par un moyen de télétransmission

### **Etablissement financier :**

Etablissement de crédit, ou société de financement, tel que défini par l'article L511-1 du Code monétaire et financier, qui effectue toute opération de financement de véhicule, sous forme de crédit, de location avec option d'achat ou de crédit bail ainsi que dans le cadre de son activité connexe (cf article L311-2 du même code) toute opération de location simple de véhicules quelle qu'en soit sa durée.

### **Loueur :**

Entité qui réalise des opérations de location de véhicules, quelle qu'en soit la durée, et des prestations de service associées ou non.

**Démolisseur et broyeur :**

Entité juridique bénéficiant de l'agrément VHU (véhicules hors d'usage), tel que défini par le décret n°2003-727, et assurant le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules ainsi que toute entité juridique assurant la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules de plus de 3,5 tonnes et/ou des deux roues.

**Opération d'immatriculation :**

Toute opération liée à l'immatriculation d'un véhicule depuis sa première immatriculation dans le SIV jusqu'à sa destruction.

**Véhicule ;**

*Article R 311-1 du Code de la route*

# Annexe 2 Tableau technique convention individuelle des opérations d'immatriculations Adhérent à la convention cadre CNCPJ et C.V.V. Commissaires-priseurs judiciaires ou Opérateurs de ventes volontaires de véhicules aux enchères

## Principe général de l'habilitation

L'habilitation porte sur une personne morale identifiée par son numéro **SIREN SIRET**.

Elle consiste à attribuer à ce SIREN et SIRET, un **numéro d'habilitation unique** auquel est associé l'ensemble des opérations SIV auxquelles cette personne morale peut prétendre en regard de son activité professionnelle (déclaration de cession, déclaration de cession pour destruction, toutes opérations d'immatriculation, ...).

Une personne morale ayant reçu un numéro d'habilitation de l'administrateur du SIV est désignée par le terme de **partenaire** adhérent du SIV.

Pour faciliter l'association des opérations SIV à un numéro d'habilitation de partenaire, elles sont regroupées par **code profil** SIV. Les codes profils SIV rattachés à la convention-cadre CNCPJ et les opérations SIV correspondantes sont :

### 1 Tableau des opérations relatives aux ventes de véhicules

| Code profil SIV | IRS SIV         | Fonction SIV                                | Remarques  |
|-----------------|-----------------|---|--|
| Vendeur         | Immatriculation | IRS Toutes opérations d'immatriculation     | Vendeur  |
|                 |                 | IRS Déclaration de cession pour destruction | Vendeur  |
|                 |                 | IRS Déclaration de cession                  | Vendeur  |
|                 |                 | IRS Déclaration d'Achat DA                  | Cas bloquants (dérogation conventionnelle) vendeur |
| Loueur          |                 | IRS Demande de CSA détaillée et FIV         | Loueur   |

#### 1.1 L'habilitation « CNCPJ » et C.V.V. :

### 2 Rattachement à un ou plusieurs concentrateurs

Si vous utilisez un ou plusieurs concentrateur(s) pour réaliser les demandes afférentes aux opérations de ventes, remplissez le tableau ci-dessous :

| SIREN du porteur de la convention cadre | Raison sociale du porteur de la convention cadre | Code d'accès du concentrateur de rattachement |
|---|--|---|
|   |  |   |
|   |  |   |

### **Annexe 3**

#### **Modalités juridiques et fonctionnelles d'une demande initiale ou modificative d'habilitation**

| <b>Nature de la demande</b>                               | <b>Impact juridique</b>                | <b>Modalités de dépôt de la demande</b> |
|---|--|---|
| <b>Demande d'habilitation</b>                             | Convention d'habilitation              | APD via internet                        |
| <b>Modification de l'adresse dans le même département</b> | avenant à la convention d'habilitation | APD via SIV                             |
| <b>Modification de l'adresse hors du département</b>      | nouvelle convention d'habilitation     | APD via SIV                             |
| <b>Modification de la dénomination sociale</b>            | avenant à la convention d'habilitation | APD via SIV                             |
| <b>Modification du n°SIREN (nouvelle personne morale)</b> | nouvelle convention d'habilitation     | APD via SIV                             |
| <b>Modification du mode d'accès au SIV</b>                | avenant à la convention d'habilitation | APD via SIV                             |

*APD : application de pré demande d'habilitation et d'agrément  
SIV : système d'immatriculation des véhicules*

## Annexe 4

### Pièces justificatives d'une demande d'habilitation et d'agrément CNCPJ et C.V.V.Commissaires-priseurs judiciaires et O.V.V.

#### I. Demande d'habilitation

- 1) Extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans ou un journal d'annonce légale de moins de deux ans à condition qu'y apparaissent le nom du responsable, l'objet social, l'adresse et le numéro d'enregistrement au registre du commerce (établissement principal) ;

Et extrait Lbis du registre du commerce et des sociétés de moins de deux ans (établissement secondaire) ;

Ou les statuts délivrés (*document original*) par le greffe du tribunal de commerce de moins de deux ans faisant mention de l'activité ou des activités au titre desquelles le professionnel demande une habilitation au SIV.

Ou la fiche de situation au répertoire Sirène portant le numéro SIREN de l'office où le commissaire-priseur judiciaire exerce en son nom propre. (*L'office ministériel et l'opérateur de vente volontaire peut être sous la forme d'une société d'exercice libéral dont le justificatif est un Extrait Kbis. diverses formes juridiques sont possibles : SEL, SELAFA, SELAS, etc.) greffe du tribunal de commerce du siège social de l'office*).

- 2) l'attestation de rattachement à la convention-cadre CNCPJ et C.V.V.

- 3) l'attestation de rattachement au concentrateur

4/ copie de la pré-demande dans l'APD

#### II. Demande d'agrément

- 1) Attestation fiscale (certificat Cerfa n°3666) valable pour l'année en cours, pour les entreprises qui en disposent, ou à défaut les coordonnées des administrations financières dont relève l'entreprise :

- ☞ trésorerie du lieu de paiement de l'impôt sur le revenu<sup>1</sup>,
- ☞ service des impôts<sup>2</sup> du lieu de dépôt des déclarations professionnelles ou de revenus et du paiement de la TVA et de l'impôt sur les sociétés.

- 1) Autorisation de prélèvement complétée (à envoyer par le partenaire à l'adresse indiquée par l'administration des finances)

<sup>1</sup> Pour les entrepreneurs individuels ou les associés des sociétés de personnes soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices agricoles, non commerciaux ou industriels et commerciaux.

<sup>2</sup> L'adresse de ce service figure en tête des déclarations de TVA, de résultats ou de revenus

## **Annexe 5**

### **MANDAT entre adhérents à la convention-cadre pour effectuer des opérations de vente aux enchères - CNCPJ et C.V.V.**

Je soussigné(e) :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Donne mandat à :

- *Nom, Nom d'usage le cas échéant et Prénom ou Raison sociale, numéro SIREN en capitales*

Pour effectuer en mes lieu et place et pour mon compte en vue des opérations relatives aux opérations de ventes aux enchères spécifiques à la convention cadre CNCPJ - C.V.V.

Fait à ....le...